

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 7 ΙΟΥΝΙΟΥ 1977

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
156

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 593

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Λονδίνῳ τὴν 7ην 'Ιουνίου 1968 ὑπογραφείσης Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως «περὶ τῆς πληροφορήσεως ἐπὶ τοῦ ἀλλοδαποῦ δικαίου».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Λονδίνῳ τὴν 7ην 'Ιουνίου 1968 ὑπογραφεῖσα Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις «περὶ τῆς πληροφορήσεως ἐπὶ τοῦ ἀλλοδαποῦ δικαίου» τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν 'Ελληνικὴν ἔχει ὡς ἕπεται:

CONVENTION EUROPEENNE DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION SUR LE DROIT ETRANGER

PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Convaincus que l'établissement d'un système d'entraide internationale en vue de faciliter l'obtention par les autorités judiciaires d'informations sur le droit étranger contribuerait à la réalisation de ce but,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application de la Convention

1. Les Parties Contractantes s'engagent à se fournir, selon les dispositions de la présente Convention, des renseignements concernant leur droit dans le domaine civil et commercial, ainsi que dans le domaine de la procédure civile et commerciale et de l'organisation judiciaire.

2. Toutefois, deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, le champ d'application de la présente Convention à des domaines autres que ceux indiqués dans le paragraphe précédent. Le texte de l'accord intervenu sera communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 2

Organes nationaux de liaison

1. Pour l'application de la présente Convention, chaque Partie Contractante créera ou désignera un organe unique (ci-après dénommé «organe de réception») qui sera chargé :

(a) de recevoir les demandes de renseignements visés au paragraphe 1 de l'article 1er, qui proviennent d'une autre Partie Contractante;

(b) de donner suite à ces demandes, conformément à l'article 6.

Cet organe devra être un service ministériel ou un autre organe étatique.

2. Chaque Partie Contractante aura la faculté de créer ou désigner un ou plusieurs organes (ci-après dénommés «organes de transmission») chargés de recevoir les demandes de renseignements provenant de ses autorités judiciaires et de les transmettre à l'organe de réception étranger compétent. La tâche dévolue à l'organe de transmission pourra être confiée à l'organe de réception.

3. Chaque Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la dénomination et l'adresse de son organe de réception et, s'il y a lieu, de son ou de ses organes de transmission.

Article 3

Autorités habilitées à formuler la demande de renseignements

1. La demande de renseignements devra toujours émaner d'une autorité judiciaire, même si elle n'est pas formulée par celle-ci. Elle ne pourra être formée qu'à l'occasion d'une instance déjà engagée.

2. Toute Partie Contractante pourra, si elle n'a pas créé ou désigné d'organes de transmission, indiquer, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, celles de ses autorités qu'elle considérera comme une autorité judiciaire au sens du paragraphe précédent.

3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, l'application de la Convention à des demandes émanant d'autorités autres que les autorités judiciaires. Le texte de l'accord intervenu sera communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 4

Contenu de la demande de renseignements

1. La demande de renseignements devra indiquer l'autorité judiciaire dont elle émane ainsi que la nature de l'affaire. Elle devra préciser, d'une façon aussi exacte que possible, les points sur lesquels l'information concernant le droit de l'Etat requis est demandée et, dans le cas où il existerait plusieurs systèmes juridiques dans le pays requis, le système au sujet duquel les renseignements sont demandés.

2. La demande sera accompagnée de l'exposé des faits nécessaire tant pour la bonne compréhension que pour la formulation d'une réponse exacte et précise; des copies de pièces pourront être jointes dans la mesure où elles seront nécessaires pour préciser la portée de la demande.

3. La demande pourra porter, à titre complémentaire, sur des points concernant des domaines autres que ceux visés à l'article 1er, paragraphe 1, lorsqu'ils présenteront un lien connexité avec les points principaux de la demande.

4. Lorsque la demande ne sera pas formulée par une autorité judiciaire, elle sera accompagnée de la décision de celle-ci l'ayant autorisée.

Article 5

Transmission de la demande de renseignements

La demande de renseignements sera adressée directement à l'organe de réception de l'Etat requis par un organe de transmission ou, à défaut d'un tel organe, par l'autorité judiciaire dont elle émane.

Article 6

Autorités habilitées à répondre

1. L'organe de réception saisi d'une demande de renseignements pourra, soit formuler lui-même la réponse, soit transmettre la demande à un autre organe étatique ou officiel qui formulera la réponse.

2. L'organe de réception pourra, dans les cas appropriés ou pour des raisons d'organisation administrative, transmettre la demande à un organisme privé ou à un juriste qualifié qui formulera la réponse.

3. Lorsque l'application du paragraphe précédent est de nature à entrainer des frais, l'organe de réception, avant d'effectuer la transmission visée audit paragraphe, indiquera à l'autorité dont émane la demande, l'organisme privé ou le ou les juristes à qui la demande serait transmise; dans ce cas, il l'informera, dans la mesure du possible, de l'importance des frais envisagés, et demandera son agrément.

Article 7

Contenu de la réponse

La réponse devra avoir pour but d'informer d'une façon objective et impartiale sur le droit de l'Etat requis l'autorité dont émane la demande. Elle comportera, selon le cas, la fourniture de textes législatifs et réglementaires et de décisions jurisprudentielles. Elle sera as-

sortie, dans la mesure jugée nécessaire à la bonne information du demandeur, de documents complémentaires tels que extraits d'ouvrages doctrinaux et travaux préparatoires. Elle pourra éventuellement être accompagnée de commentaires explicatifs.

Article 8

Effets de la réponse

Les renseignements contenus dans une réponse ne lient pas l'autorité judiciaire dont émane la demande.

Article 9

Communication de la réponse

La réponse sera adressée par l'organe de réception à l'organe de transmission, si la demande a été transmise par celui-ci, ou à l'autorité judiciaire, si celle-ci l'a saisi directement.

Article 10

Obligation de répondre

1. L'organe de réception saisi d'une demande de renseignements a, sous réserve des dispositions de l'article 11, l'obligation d'y donner suite, conformément aux dispositions de l'article 6.

2. Lorsque la réponse n'est pas formulée par l'organe de réception lui-même, celui-ci restera notamment tenu de veiller à ce qu'une réponse soit fournie dans les conditions prévues à l'article 12.

Article 11

Exceptions à l'obligation de répondre

L'Etat requis pourra refuser de donner suite à la demande de renseignements lorsque ses intérêts sont affectés par le litige à l'occasion duquel la demande a été formulée ou lorsqu'il estime que la réponse serait de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 12

Délai de la réponse

La réponse à une demande de renseignements devra être fournie aussi rapidement que possible. Toutefois, si l'élaboration de la réponse exige un long délai, l'organe de réception en avisera l'autorité étrangère qui l'a saisi, en précisant, si possible, la date à laquelle la réponse pourra vraisemblablement être communiquée.

Article 13

Informations complémentaires

1. L' organe de réception ainsi que l'ou la organe personne qu'il aura, conformément à l' article 6, chargés de réponde, pourront demander à l' autorité dont émane la demandeles informations complémentaires qu' ils estiment nécessaires pour l' élaboration de la réponses

2. La demande d' informations complémentaies sera transmise par l' organe de réception conformément à la voie prévue à l' article 9 pour la communication de la réponse.

Article 14

Langues

1. La demande de renseignements et ses annexes seront rédigées dans la langue ou dans une des langues officielles de l' Etat requis ou accompagnées d' une traduction dans cette langue. La réponse sera rédigée dans la langue de l' Etat requis.

2. Toutefois deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir de déroger, entre Elles, aux dispositions du paragraphe précédent.

Article 15

Frais

1. La réponse ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit, à l' exception de ceux visés au paragraphe 3 de l' article 6 qui seront à la charge de l' Etat dont émane la demande.

2. Toutefois deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir de déroger, entre Elles, aux dispositions du paragraphe précédent.

Article 16

Etats Fédéraux

Dans un Etat fédéral, les fonctions exercées par l'organe de réception autres que celles prévues à l' alinéa (a) du paragraphe 1 de l' article 2 pourront, pour des raisons d' ordre constitutionnel, être attribuées à d' autres organes étatiques.

Article 17

Entrée en vigueur de la Convention

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l) Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d' acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

2. La Convention entrera en vingueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d' acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l' égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l' acceptera ultérieurement trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d' acceptation.

Article 18

Adhésion d' un Etat non member du Conseil de l' Europe

1. Après l' entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L' adhésion s' effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe d' un instrument d' adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 19

Portée territoriale de la Convention

1. Toute Partie Contractante peut au moment de la signature, ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation ou d' adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation ou d' adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l' application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée a stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l' article 20 de la présente Convention.

Article 20

Durée de la Convention et denonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Sécretaire Général du Conseil de l' Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 21

Fonctions du Sécretaire Généal du Consreil dl' Europe

Le Secrétaire Géneral du Conseil de l' Europe notifiera aux Etat membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

(a) toute signature ;

(b) le dépôt de tout instrument de ratification, d' acceptation ou d' adhésion ;

(c) toute date d' entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 17 ;

(d) toute notification reçue en application des dispositions du parargraphe 2 de l' article 1er, du paragraphe 3 de l' article 2, du paragraphe 2 de l' article 3 et des paragraphes 2 et 3 de l' article 19 ;

(e) toute notification reçue en application des dispositions de l' article 20 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorises à cet effet, ont signé la prèsente Convention.

Fait à Londres, le 7 juin 1968, en français et en anglais les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

For the Government of the Republic of Austria : Pour le Gouvernemnt dela Républiqued' Autriche

Strasbourg, 6 septembre 1968

W. GREDLER

Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις περὶ τῆς πληροφορήσεως ἐπὶ τοῦ ἀλλοδαποῦ δικαίου.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὰ ὑπογράφοντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν,

Ἔχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίησις στενωτέρας ἑνότητος μεταξὺ τῶν Μελῶν αὐτοῦ,

Πεπεισμένα ὅτι, ἡ ἐγκαθίδρυσις ἑνὸς συστήματος διεθνοῦς ἀμοιβαίας ἀρωγῆς, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς διευκολύνσεως τῆς λήψεως ὑπὸ τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν πληροφοριῶν ἐπὶ τοῦ ἀλλοδαποῦ δικαίου, θὰ συνέβαλλε εἰς τὴν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τούτου.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

Ἄρθρον 1.

Πεδίον ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ παρέχουν ἀμοιβαίως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, πληροφορίας ἀφορώσας τὸ δίκαιον αὐτῶν εἰς τὸν ἀστικὸν καὶ ἐμπορικὸν τομέα ὡς καὶ εἰς τὸν τομέα τῆς πολιτικῆς καὶ ἐμπορικῆς δικονομίας καὶ τῆς δικαστικῆς ὀργανώσεως.

2. Ὁπωσδήποτε, δύο ἢ πλείονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἐπεκτείνουν, καθ' ὅσον τὰ ἀφορᾷ, τὸ πεδίον ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἐπὶ ἑτέρων τομέων πλὴν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον. Τὸ κείμενον τῆς οὕτω συναφθείσης συμφωνίας θὰ κοινοποιῆται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 2.

Ἐθνικὰ ὄργανα συνδέσεως.

1. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει συστήσει ἢ ὑποδείξει ἓν μοναδικὸν ὄργανον (ὀνομαζόμενον ἐφεξῆς, ἐν τῇ παρούσῃ «ὄργανον παραλαβῆς») τὸ ὁποῖον θὰ εἶναι ἐπιφορτισμένον :

α) μὲ τὴν παραλαβὴν τῶν αἰτήσεων πληροφοριῶν περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου 1ου, τῶν προερχομένων ἐξ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους,

β) μὲ τὴν ἐπὶ τῶν αἰτήσεων τούτων ἐνέργειαν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6.

Τὸ ὄργανον τοῦτο θὰ πρέπει νὰ εἶναι εἴτε ὑπηρεσία Ὑπουργείου εἴτε ἕτερόν τι κρατικὸν ὄργανον.

2. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ συστήσῃ ἢ ὑποδείξῃ ἓν ἢ πλείονα ὄργανα (ὀνομαζόμενα ἐφεξῆς ἐν τῇ παρούσῃ «ὄργανα διαβιβάσεως») ἐπιφορτισμένα μὲ τὴν παραλαβὴν τῶν αἰτήσεων πληροφοριῶν τῶν προερχομένων ἐκ τῶν δικαστικῶν αὐτοῦ ἀρχῶν καὶ τὴν διαβίβασιν τούτων εἰς τὸ ἁρμόδιον ἀλλοδαπὸν ὄργανον παραλαβῆς. Τὰ διὰ τὸ ὄργανον διαβιβάσεως προβλεπόμενα καθήκοντα δύνανται νὰ ἀνατεθοῦν εἰς τὸ ὄργανον παραλαβῆς.

3. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει γνωστοποιήσει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὴν ὀνομασίαν καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς αὐτοῦ καί, ἐφ' ὅσον συντρέχει περίπτωσις, τοῦ ἢ τῶν ὀργάνων διαβιβάσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 3.

Ἀρχαὶ δικαιούμεναι ὅπως διατυπώσωσιν αἴτησιν πληροφοριῶν.

1. Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν δέον ὅπως προέρχηται πάντοτε ἐκ δικαστικῆς ἀρχῆς, τοῦτο δὲ καὶ εἰς ἣν ἔτι περίπτωσιν δὲν συνετάγη παρ' αὐτῆς. Τοιαύτη αἴτησις δὲν θὰ δύναται νὰ διατυπωθῇ εἰ μὴ μόνον ἐπ' εὐκαιρίᾳ ἀρξαμένης ἤδη διαδικασίας τινός.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ἐφ' ὅσον δὲν συνέστησεν ἢ δὲν ὑπέδειξεν ὄργανα διαβιβάσεως, νὰ προσδιορίσῃ, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐκείνας ἐκ τῶν ἀρχῶν του τὰ ὁποίας θὰ θεωρῇ ὡς δικαστικὰς ἀρχὰς ὑπὸ τὴν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ ἔννοιαν.

3. Δύο ἢ πλείονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἐπεκτείνουν, καθ' ὅσον τὰ ἀφορᾷ, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπὶ αἰτήσεων προερχομένων καὶ ἐξ ἑτέρων ἀρχῶν πλὴν τῶν δικαστικῶν. Τὸ κείμενον τῆς οὕτω συναπτομένης συμφωνίας θὰ κοινοποιῆται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 4.

Περιεχόμενον τῆς αἰτήσεως πληροφοριῶν.

1. Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν θὰ πρέπει νὰ προσδιορίζῃ τὴν δικαστικὴν ἀρχὴν ἐξ ἧς προέρχεται ὡς καὶ τὴν φύσιν τῆς ὑποθέσεως. Θὰ πρέπει νὰ καθορίζῃ κατὰ τὸν ἀκριβέστερον δυνατὸν τρόπον, τὰ σημεῖα ἐπὶ τῶν ὁποίων ζητεῖται ἡ ἀφορῶσα τὸ δίκαιον τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους πληροφορία, καί, εἰς ἣν περίπτωσιν ὑφίστανται πλείονα τοῦ ἑνὸς νομικὰ συστήματα ἐν τῷ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτει, τὸ σύστημα συναφῶς πρὸς τὸ ὁποῖον ζητοῦνται αἱ πληροφορίαι.

2. Ἡ αἴτησις θὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἐκθέσεως τῶν γεγονότων ἀναγκαίας τόσον διὰ τὴν ὀρθὴν κατανόησιν ταύτης ὅσον καὶ διὰ τὴν διατύπωσιν μιᾶς ἀκριβοῦς καὶ σαφοῦς ἀπαντήσεως. Ἀντίγραφα ἐγγράφων δύνανται νὰ ἐπισυνάπτωνται καθ' ὃ μέτρον ταῦτα εἶναι ἀναγκαῖα πρὸς ἀποσαφήνισιν τῶν διὰ τῆς αἰτήσεως ζητουμένων.

3. Ἡ αἴτησις δύναται νὰ ἀναφέρηται, διὰ λόγους πληρότητος, εἰς σημεῖα ἀφορῶντα τομεῖς διαφόρους ἐκείνων οἵτινες προβλέπονται ἐν ἄρθρῳ 1ῳ, παραγράφῳ 1, ὅταν ταῦτα εἶναι συναφῆ πρὸς τὰ κύρια σημεῖα τῆς αἰτήσεως.

4. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ αἴτησις δὲν ἔχει συνταχθῆ ὑπὸ δικαστικῆς τινὸς ἀρχῆς, αὕτη θὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῆς ἐπιτρεπούσης ταύτης ἀποφάσεως τῆς τοιαύτης ἀρχῆς.

Ἄρθρον 5.

Διαβίβασις τῆς αἰτήσεως πληροφοριῶν.

Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν θὰ ἀποστέλληται ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ ὄργανον παραλαβῆς τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους ὑπὸ ὀργάνου διαβιβάσεως ἤ, ἐν ἐλλείψει τοιούτου ὀργάνου, ὑπὸ τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς ἐξ ἧς προέρχεται.

Ἄρθρον 6.

Ἀρχαὶ δικαιούμεναι ὅπως ἀπαντήσωσι.

1. Τὸ ὄργανον παραλαβῆς εἰς τὸ ὁποῖον περιῆλθεν αἴτησις πληροφοριῶν δύναται, εἴτε νὰ διατυπώσῃ αὐτὸ τοῦτο τὴν ἀπάντησιν, εἴτε νὰ διαβιβάσῃ τὴν αἴτησιν εἰς ἕτερον κρατικὸν ἢ ἐπίσημον ὄργανον ὅπερ θὰ διατυπώσῃ τὴν ἀπάντησιν.

Τὸ ὄργανον παραλαβῆς δύναται εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις ἢ διὰ λόγους διοικητικῆς ὀργανώσεως νὰ διαβιβάσῃ τὴν αἴτησιν εἰς ἰδιωτικὸν ὀργανισμὸν ἢ εἰς εἰδικὸν νομικὸν ὅστις θὰ διατυπώσῃ τὴν ἀπάντησιν.

3. Ὁσάκις ἡ ἐφαρμογὴ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλέπεται ὅτι θὰ ἀπαιτήσῃ δαπάνας, τὸ ὄργανον παραλαβῆς, πρὶν ἢ πραγματοποιήσῃ τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν παράγραφον ταύτην διαβίβασιν, θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὴν ἐξ ἧς προέρχεται ἡ αἴτησις ἀρχήν, τὸν ἰδιωτικὸν ὀργανισμὸν ἢ τὸν νομικὸν εἰς ὃν θὰ διαβιβασθῇ ἡ αἴτησις. Συντρεχούσης τοιαύτης περιπτώσεως, θὰ ἐνημερώνῃ ταύτην, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ἐπὶ τοῦ ὕψους τῶν προβλεπομένων δαπανῶν καὶ θὰ ζητῇ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ἄρθρον 7.

Περιεχόμενον τῆς ἀπαντήσεως.

Ἡ ἀπάντησις θὰ ἔχῃ ὡς σκοπὸν τὴν κατὰ τρόπον ἀντικειμενικὸν καὶ ἀμερόληπτον πληροφόρησιν τῆς ἐξ ἧς προέρχεται ἡ αἴτησις ἀρχῆς ἐπὶ τοῦ δικαίου τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους. Θὰ περιλαμβάνῃ, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τὰ νομοθετικὰ καὶ κανονιστικὰ κείμενα καὶ νομολογιακὰς ἀποφάσεις. Θὰ συνοδεύηται, καθ' ὃ μέτρον τοῦτο κρίνεται ἀναγ-

καῖον διὰ τὴν καλὴν ἐνημέρωσιν τοῦ αἰτοῦντος, ὑπὸ προσθέτων ἐγγράφων ὡς ἀποσπάσματα ἐξ ἐπιστημονικῶν ἔργων καὶ προπαρασκευαστικῶν ἐργασιῶν. Θὰ δύναται ἐνδεχομένως νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἐπεξηγηματικῶν σχολίων.

Ἄρθρον 8.

Συνέπειαι τῆς ἀπαντήσεως.

Αἱ περιεχόμεναι εἰς τὴν ἀπάντησιν πληροφορίαι δὲν δεσμεύουν τὴν δικαστικὴν ἀρχὴν ἐξ ἧς προῆλθεν ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 9.

Διαβίβασις τῆς ἀπαντήσεως.

Ἡ ἀπάντησις θὰ ἀπευθύνηται ὑπὸ τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς εἰς τὸ ὄργανον διαβιβάσεως, ἐφ' ὅσον ἡ αἴτησις διεβιβάσθη ὑπ' αὐτοῦ, ἢ εἰς τὴν δικαστικὴν ἀρχὴν ἐφ' ὅσον ἡ αἴτησις ἐστάλη ἀπ' εὐθείας πρὸς αὐτὸ ὑπὸ τῆς ἀρχῆς ταύτης.

Ἄρθρον 10.

Ὑποχρέωσις πρὸς ἀπάντησιν.

1. Τὸ ὄργανον παραλαβῆς πρὸς ὃ ἀπεστάλη αἴτησις πληροφοριῶν ἔχει, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11, τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προβῇ εἰς ἐνέργειαν ἐπ' αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6.

2. Ὁσάκις ἡ ἀπάντησις δὲν συντάσσεται ὑπ' αὐτοῦ τούτου τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς, τὸ ἐν λόγῳ ὄργανον ἔχει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀποστολὴν ἀπαντήσεως συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 προβλεπομένους ὅρους.

Ἄρθρον 11.

Ἐξαιρέσεις εἰς τὴν ὑποχρέωσιν πρὸς ἀπάντησιν.

Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος δύναται νὰ ἀρνηθῇ νὰ δώσῃ συνέχειαν εἰς τὴν αἴτησιν παροχῆς πληροφοριῶν ὁσάκις ἡ διαφορὰ ἐπ' ἀφορμῇ τῆς ὁποίας διετυπώθη ἡ αἴτησις ἅπτεται τῶν συμφερόντων του ἢ ὁσάκις θεωρεῖ ὅτι ἡ ἀπάντησις θὰ ἦτο φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ εἶναι δυνατὸν νὰ θίξῃ τὴν κυριαρχίαν ἢ τὴν ἀσφάλειάν του.

Ἄρθρον 12.

Προθεσμία ἀπαντήσεως.

Ἡ ἀπάντησις εἰς αἴτησιν πληροφοριῶν δέον ὅπως παρέχηται ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον. Ὁπωσδήποτε, ἐὰν ἡ σύνταξις τῆς ἀπαντήσεως ἀπαιτῇ μακρὸν χρονικὸν διάστημα, τὸ ὄργανον παραλαβῆς θέλει πληροφορήσει περὶ αὐτοῦ τὴν ὑποβαλοῦσαν τὴν αἴτησιν ἀλλοδαπὴν Ἀρχήν, καθορίζουσα, εἰ δυνατόν, τὴν πιθανὴν ἡμερομηνίαν ἀποστολῆς τῆς ἀπαντήσεως.

Ἄρθρον 13.

Συμπληρωματικαὶ πληροφορίαι.

1. Τὸ ὄργανον παραλαβῆς ὡς καὶ τὸ ὄργανον ἢ τὸ πρόσωπον τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ τοῦτο, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6, ἐπιφορτίσει νὰ ἀπαντήσουν, θὰ δύνανται νὰ ζητοῦν παρὰ τῆς ἀρχῆς, ἐξ ἧς προῆλθεν ἡ αἴτησις, τὰς συμπληρωματικὰς ἐκείνας πληροφορίας ἃς θεωροῦν ἀναγκαίας διὰ τὴν σύνταξιν τῆς ἀπαντήσεως.

2. Ἡ αἴτησις συμπληρωματικῶν πληροφοριῶν θὰ διαβιβάζηται ὑπὸ τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον μὲ ἐκεῖνον ὅστις προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ 9 διὰ τὴν διαβίβασιν τῆς ἀπαντήσεως.

Ἄρθρον 14.

Γλῶσσαι.

1. Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς θὰ συντάσσωνται εἰς τὴν γλῶσσαν, ἢ εἰς μίαν τῶν ἐπισήμων γλωσσῶν, τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους ἢ θὰ συνοδεύωνται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γλῶσσαν ταύτην. Ἡ ἀπάντησις θὰ συντάσσηται εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους.

2. Ὁπωσδήποτε, δύο ἢ πλείονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἀποστοῦν, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰς μεταξύ των σχέσεις, ἀπὸ τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἄρθρον 15.

Ἔξοδα.

1. Ἡ ἀπάντησις δὲν δύναται νὰ ἀποτελέσῃ λόγον καταβολῆς τελῶν ἢ ἐξόδων οἱασδήποτε φύσεως, ἐξαιρουμένων ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ ἄρθρου 6 ἅτινα θὰ βαρύνουν τὸ Κράτος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις.

2. Ὁπωσδήποτε, δύο ἢ πλείονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἀποστοῦν, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰς μεταξύ των σχέσεις, ἀπὸ τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἄρθρον 16.

Ὁμοσπονδιακὰ Κράτη.

Εἰς ὁμοσπονδιακὸν Κράτος, τὰ καθήκοντα τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς, πλὴν ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 2, δύνανται, διὰ συνταγματικοὺς λόγους, νὰ ἀνατεθοῦν εἰς ἄλλα κρατικὰ ὄργανα.

Ἄρθρον 17.

Θέσις ἐν ἰσχύι τῆς Συμβάσεως.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Θέλει ἐπικυρωθῇ ἢ γίνει ἀποδεκτή. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Καθ' ὅσον ἀφορᾷ πᾶν ὑπογράψαν ταύτην Κράτος ὅπερ θέλει ἐπικυρώσει ἢ ἀποδεχθῇ ταύτην μεταγενεστέρως, αὕτη θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του.

Ἄρθρον 18.

Προσχώρησις Κράτους μὴ μέλους τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπὴ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου ὅπως προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοῦται διὰ τῆς καταθέσεως, παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐγγράφου προσχωρήσεως ὅπερ θέλει ἰσχύσει τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

Ἄρθρον 19.

Ἐδαφικὴ ἔκτασις ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, ἢ κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, νὰ καθορίσῃ τὸ ἢ τὰ ἐδάφη ἐφ' ὧν ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τυγχάνῃ ἐφαρμογῆς.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ ἢ μεταγενεστέρως κατὰ πᾶσαν ἄλλην στιγμήν, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐπὶ παντὸς ἑτέρου ἐδάφους καθοριζομένου ἐν τῇ δηλώσει διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου εἶναι αὐτὸ ὑπεύθυνον ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὁποίου εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀναλαμβάνῃ δεσμεύσεις.

3. Πᾶσα δήλωσις γενομένη κατ' ἐφαρμογὴν τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται νὰ ἀνακληθῇ, καθ' ὅσον ἀφορᾷ οἱονδήποτε ἔδαφος καθοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσει ταύτῃ, συμφώνως πρὸς τὴν ἐν τῷ ἄρθρῳ 20 τῆς παρούσης Συμβάσεως καθοριζομένην διαδικασίαν.

Ἄρθρον 20.

Διάρκεια τῆς Συμβάσεως καὶ καταγγελία.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι ἄνευ περιορισμοῦ τινός ὡς πρὸς τὴν διάρκειαν αὐτῆς.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται, καθ' ὅσον τὸ ἀφορᾷ, νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν δι' ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Τὰ ἀποτελέσματα τῆς καταγγελίας θὰ ἐπέρχωνται ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 21.

Καθήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ εἰς πᾶν Κράτος προσχωρῆσαν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν :

α) πᾶσαν ὑπογραφήν,

β) τὴν κατάθεσιν παντὸς ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως,

γ) πᾶσαν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 17 αὐτῆς,

δ) πᾶσαν ληφθεῖσαν γνωστοποίησιν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 1, τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 2, τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 3 καὶ τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 19,

ε) πᾶσαν ληφθεῖσαν γνωστοποίησιν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 20 ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ ἐπέρχωνται τὰ ἀποτελέσματα τῆς καταγγελίας.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογραφόμενοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Λονδίνῳ, τῇ 7 Ἰουνίου 1968, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον ὅπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θέλει κοινοποιήσει κεκυρωμένον ἀκριβὲς ἀντίγραφον αὐτῆς εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων τὴν Σύμβασιν καὶ προσχωρησάντων εἰς αὐτὴν Κρατῶν.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ὡς ὄργανον παραλαβῆς καὶ ὄργανον διαβιβάσεως, κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 2 τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης συμβάσεως προβλεπόμενα, ὁρίζεται τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Ἰουνίου 1977

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ — **ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Ἰουνίου 1977

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, καὶ τὸ Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι Εἰς τὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20/5/1939	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνων. Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	»	1.000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν.148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρ. Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000
ΙΙ Εἰς τὸ τεῦχος Τέταρτον, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβληθὲν ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ τεύχει Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΜΑΤΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ